Numérisation CERMTRI

La lutte des travailleurs doit être dirigée par les travailleurs

2 ans après les grèves de 1955 la colère gronde dans le pays. Après Dunkerque, Saint-Nazaire vient de le montrer.

En 1955 la lutte avait permis de faire aboutir une partie seulement de nos revendications, parce que les organisations syndicales avaient refusé de généraliser le mouvement, qu'au contraire elles avaient éparpillé les luttes, traité de « provocateurs » les travailleurs qui se battaient contre les forces de répression.

Les augmentations arrachées alors sont aujourd'hui englouties par la hausse des prix, conséquence des guerres de Suez et d'Algérie.

La hausse des transports à Saint-Nazaire en est une illustration. Pour nos mots d'ordre :

AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES
SUPPRESSION DES ABATTEMENTS DE ZONE
SEMAINE DE 40 H. PAYEE 48
IL FAUT PREPARER LA LUTTE D'ENSEMBLE

Une nouvelle fois à Saint-Nazaire les travailleurs ont pris l'initiative de la lutte contre un patronat rapace et intransigeant, soutenu par un gouvernement « socialiste » qui veut faire supporter aux travailleurs les conséquences désastreuses de sa politique de guerre.

Un premier succès a été obtenu. Mais le Préfet a massé ses forces de répression.

EXIGEONS LE DEPART DES FORCES DE POLICE AMENEES A SAINT-NAZAIRE. LA REINTEGRATION DES LICENCIES. LA LIBERATION DES EMPRISONNES

Pour la lutte qui se prépare nous ne pouvons faire confiance qu'à nous mêmes. Créons nos

COMITÉS DE LUTTE

(Tract diffusé à St-Nazaire par les cellules de Loire-Inférieure du Parti Communiste Internationaliste-Trotskyste.)

N° 460 — 24 MAI 1957 « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ VOUS » HEBDOMADAIRE - 20 Frs

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION
5, rue de Charonne, Paris (XIe) — Tél. : ROQ. 69-52

Etranger : 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse. Edition et Librairie 6032-01 Paris
ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois: 225 fr.

Les travailleurs n'attendent rien des combines parlementaires

La paix en Algérie, les 10.000 francs pour tous

Ils les imposeront par leur action

DES le début des débats, le gouvernement Guy Mollet paraissait en bien mauvaise posture. Il allait devoir jouer son existence sur le plus mauvais terrain parlementaire qui soit, celui des impôts, celui sur lequel les députés cessent le plus en fonction d'intérêts électoraux. Comme le disait un député paysan : « Nous n'avons pas été élus pour voter un milliard d'impôts par jour ». Tous ces messieurs, farouches tenants de l'Algérie française coûte que coûte, n'aimeraient guère faire payer ouvertement les frais de leur politique par leurs électeurs. Mais le plus important était la gravité de la crise financière qui exigeait le vote immédiat de nouveaux impôts. Cette crise se manifestait non seulement par les déséquilibres budgétaires et l'état généralement malsain des finances qui sont des constantes de l'économie française, mais d'abord par l'épuisement rapide des devises étrangères, le manque de dollars.

Certes, ce n'était pas seulement sur ses projets financiers, sur sa politique économique, que le gouvernement serait jugé, mais sur l'ensemble. Et sur cet ensemble, il apparaît qu'il satisfaisait de moins en moins ceux qui furent les plus fermes soutiens de sa politique algérienne, la droite de l'Assemblée. Les milieux d'affaires, comme les cercles politiques dirigeants s'inquiétaient non seulement de la catastrophique conjoncture financière, mais encore de l'évolution de la situation en Algérie...

Rappelons que pour la première fois, tout récemment, Duiles, s'entretenant avec Guy Mollet, a critiqué la politique française en Algérie, disant que le déroulement des événements « n'y était guère encouragant ». Venant à la suite du voyage de Nixon en Afrique du Nord et des allusions faites dans les « milieux bien informés » à un rapport confidentiel de celui-ci évoquant la possibilité de faire intervenir l'ONU en Algérie, cette déclaration rappelait aux hommes politiques français que, s'il ne se « passe pas quelque chose », le règlement de l'affaire algérienne risque fort de leur échapper.

Le gouvernement était usé. Les radicaux mendésistes semblaient vouloir s'en désolidariser et la fin de non recevoir opposée par Guy Mollet à la motion de leur Congrès leur facilitait la chose. De leur côté, les indépendants, les modérés, songeaient à un gouvernement « national », plus conforme à la politique pratiquée jusqu'à maintenant, premier pas vers l'« Etat fort » de leurs rêves.

Ainsi, tout se préparait pour l'éclatement de la crise. La Commission des Finances repoussait le projet gouvernemental laissant en tout et pour tout 2 milliards des 98 présentés. Mais Guy Mollet n'était pas à bout de ressources (sinon financières du moins d'imagination) et le 14 mai il présentait sa démission au président de la République, incapable — disait-il — de demeurer au pouvoir après la victoire de Nasser ! René Coty trouvait les mots qu'il fallait, et Guy Mollet, héroïque, acceptait, le salut du pays l'exigeant, de rester à la barre. Il se contentait de déposer Christian Pineau à New-York, le chargeant de faire redondir devant le Conseil de Sécurité l'affaire du canal. Pouvait-on, sur une misérable question d'impôts, renverser un gouvernement qui, le dos au mur, lutte seul, et avec quel courage, contre le dictateur égyptien !

La plaisanterie ne fut jugée de très bon goût par personne. Sans parler de la presse étrangère qui ne prit pas la chose très au sérieux, même la droite du parlement, à qui s'adressait ce beau geste patriotique, resta réservée.

QUI PAIERA LA GUERRE ?

Et, dès le vendredi 17 mai, lorsque commença, devant la Chambre des Députés, la discussion des projets financiers, la droite passa à l'offensive. Sa position était illogique : elle voulait bien de la guerre en Algérie, elle ne voulait pas en payer le prix. Ou plus exactement, elle semblait vouloir que les frais en retombent exclusivement sur la classe ouvrière ce qui n'est pas seulement irréalisable, parce que la classe ouvrière ne l'accepterait pas, mais de toute façon impossible. Des dépenses improductives telles que celles exigées par la continuation de la guerre d'Algérie ne peuvent que peser sur l'ensemble de l'industrie et partant aussi sur les capitalistes... D'autres aspects de cette offensive de la droite apparurent clairement. D'abord, le désir d'aboutir à un règlement de compte avec les travailleurs, la volonté de leur arracher les maigres avantages qu'ils ont pu acquérir. On a vu ainsi un certain Boisdé s'indigner de l'existence de trois semaines de congés payés ! Il semble aussi que certains députés se voient déjà repartant à l'assaut de la Tunisie et du Maroc, puisqu'ils protestèrent contre l'aide financière du gouvernement à ces pays, comme si c'était par générosité qu'il la leur accorde !

Un premier test fut une motion préjudicielle des indépendants réclamant l'ajournement du débat. Le gouvernement manqua bien tomber à ce moment-là, et ne dut son salut qu'aux députés staliniens qui s'abstinrent, et qui, selon le mot du « Figaro » du 18 mai, « lui tinrent la tête hors de l'eau ». Finalement, à l'aube de samedi, le gouvernement fit un pas de plus vers la droite il accepta d'amputer ses projets financiers des mesures qui frappaient le plus

F. FORGUE.

(Suite page 2.)

LA VRAIE DEMOCRATIE

PEU nombreux sont les travailleurs qui, aujourd'hui encore, attendent du Parlement la satisfaction de leurs revendications. L'Assemblée la plus « à gauche » de ces dernières années a soutenu constamment la politique la plus réactionnaire. Les pouvoirs spéciaux, guerre totale, 600.000 hommes en Algérie, les tortures, les exactions qui soulèvent l'indignation de l'opinion publique mondiale, la liberté de la presse foulée aux pieds, la loi Barangé florissante, M. Coty chez Pie XII, les prix en hausse, les salaires bloqués, l'inflation menaçante, la dévaluation inévitable, nouveaux impôts sur nouveaux impôts, deux milliards par jour pour la défense des gros colons, les fonctionnaires et tous les travailleurs bafoués comme jamais un gouvernement n'avait osé le faire — le parlement issu de la « victoire de la gauche », le 2 janvier 1956, a tout entériné, de Duclos à Pinay. Tous, de gauche comme de droite, sont intégrés dans le système. Les intérêts privés des divers trusts, des divers groupes d'exploiteurs — colons, betteraviers, alcooliers —, des impérialistes américains comme des bureaucrates russes telles sont les causes pour lesquelles, sous le masque des sentiments les plus nobles, se battent « nos » députés. Les intérêts, les besoins, la volonté des masses travailleuses y sont foulés aux pieds.

Jamais pourtant la volonté ouvrière n'a été plus claire. Les travail-

(Suite page 2.)

VARSOVIE : GOMULKA contre les révolutionnaires

LE IXe Plenum du Comité Central du Parti Ouvrier, composé, à quelques exceptions près, des mêmes hommes que du temps de Staline, ceux qui avaient exclu Gomulka et ses amis, s'est ouvert finalement le 15 mai à Varsovie, après avoir été renvoyé à plusieurs reprises. Il semble devoir marquer l'accentuation de la lutte menée par Gomulka contre la gauche révolutionnaire polonaise. C'est aujourd'hui par l'intermédiaire de Gomulka que la bureaucratie russe et l'appareil essaient de régler leur compte à leurs plus redoutables adversaires, ce que le correspondant du **Times** traduit en prédisant la « fin du conflit à l'intérieur du parti entre les partisans de M. Gomulka et la fraction stalinienne du groupe de Natolin ».

Lassota n'est plus rédacteur en chef de « Po Prostu », quoiqu'il reste membre de son comité de rédaction, Edda Werfel, rédactrice en chef de « Swiat », a été démise de ses fonctions à la suite d'une résolution spéciale du Secrétariat du Comité Central. Elle avait été violemment attaquée, dans les mois précédents, par le stalinien Axen dans « Neues Deutschland » et par le « Kommunist » de Moscou pour un article de novembre mettant en accusation les « partis frères ». On sait de même (« France-Soir », 17 mai) que Kolakowski a subi de vives attaques à la suite de la parution dans « LA VERITE » d'un article signé de lui — publication à laquelle il était pourtant totalement étranger, ce que ne pouvaient ignorer les flics du PCF, qui l'ont «dénoncé » à Gomulka. (1)

On comprend mieux l'enjeu de cette indépendance de la presse révolutionnaire quand on sait que les instructions du département de propagande et d'agitation du C.C. indiquent, comme caractéristiques du « révisionnisme » à combattre, la négation du « caractère socialiste de l'Union Soviétique » et le refus d'admettre la nécessité de la « dictature du prolétariat », entendons la dictature de la bureaucratie.

LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE SE DEFEND

Ainsi que l'a écrit Leszek Kolakowski dans « Po Prostu » du 24 février (article intitulé « Qu'est-ce que la Gauche », traduit et publié dans les « Lettres Nouvelles » de mai), la Gauche, « en raison des circonstances », ne « pouvait pas ne pas être condamnée à une défaite politique ». Après l'écrasement de la Révolution Hongroise des Conseils Ouvriers, elle se trouvait, momentanément bien sûr, mais incontestablement, isolée face à l'accord contre-révolutionnaire de fait entre la bureaucratie et l'impérialisme. D'autre part, du fait même des circonstances de son développement, elle ne pouvait être, comme le souligne Kolakowski, « un mouvement organisé », mais seulement « une conscience négative diffuse et brumeuse, contrairement à la droite qui n'avait pas de scrupules dans la question des fractions politiques au sein du Parti ». Elle se défend néanmoins. Dans l'article cité, Kolakowski répond vertueusement à ceux qui l'accusent d'attitude négative et le taxent d'utopie. Dans « Zycie Warszawy », le communiste Hajnicz a défendu la nécessité de son activité idéologique, en mettant en relief le conservatisme, inévitable à son sens, de la nouvelle direction. Il a souligné que l'accord réalisé en octobre autour du programme du Parti ne « peut signifier qu'il) peut être réalisé sans discussion, sans critique, sans pression, et sans intervention de l'opinion publique ». Il a affirmé que les attaques contre la Gauche ne servaient qu'à renforcer les « conservateurs » staliniens, adversaires d'octobre. Dans « Sztandar Mlodych » enfin, Brodzki, démissionnaire de « Trybuna Ludu » en février, publie une série d'articles sur la Chine, critique transparente de la politique de Gomulka, inattaquable cependant, puisqu'elle s'appuie sur les déclarations de dirigeants chinois sur leur propre pays : ainsi le fait que « dogmatisme » et « sectarisme » sont les ennemis n° 1, parce qu'ils constituent « le principal obstacle à la solution des problèmes internes et au rapprochement du parti et des masses ».

LE RAPPORT DE GOMULKA AU COMITE CENTRAL

La presse s'est généralement étendue avec complaisance sur les déclarations de principe contenues dans le rapport de Gomulka : la réaffirmation de la « voie polonaise vers le socialisme », et du refus de l'édification du socialisme « par la terreur ».

On sait comment, au mois de février, l'élimination de Matwin, rédacteur en chef de « Trybuna Ludu », et son remplacement par le stalinien Kassman avaient provoqué le départ des meilleurs rédacteurs de ce journal, tous artisans d'octobre. Les intellectuels polonais semblent pourtant avoir quelque temps gardé l'illusion que la « réorganisation » de la presse ne s'étendrait pas au delà de l'organe du Comité Central. Il n'en a rien été, et, les uns après les autres, les journaux ont dû se soumettre au contrôle du secrétariat du Parti qui élimine ainsi ceux dont l'indépendance et les critiques lui paraissent les plus dangereuses.

Mais en réalité, l'essentiel du rapport a été consacré à de vives attaques contre la Gauche révolutionnaire, ses hommes et ses idées.

Abordant le problème du Parti, Gomulka s'en est pris nommément à Kolakowski, Zimand et Woroszylski, les plus authentiques représentants du courant révolutionnaire tel qu'il s'est exprimé dans « Po Prostu » et « Nowa Kultura ». Les accusant de

PIERRE BRABANT.

(Suite page 2.)

(1) Rappelons que cet article censuré avait été affiché à l'Université de Varsovie et recopié par le correspondant de l'hebdomadaire socialiste de droite de New-York « New Leader », d'après lequel nous l'avons publié.

Un vent qui vient de Budapest et Varsovie

M. GIRNUS, secrétaire d'Etat à l'Education de la République Démocratique Allemande, a tenu une conférence de presse en compagnie du colonel Bormann, de la police secrète... Cette étroite coopération montre que l'agitation politique contre le régime bureaucratique en Allemagne de l'Est se poursuit, malgré la pourrir policière. MM. Girnus et Bormann ont annoncé un certain nombre d'arrestations et des mesures draconiennes contre l'activité des groupes clandestins à l'Université. Ces derniers jours, c'est à l'Ecole Vétérinaire que s'est produite une manifestation significative de boycott des cours d'un professeur stalinien. On se souvient que, parmi les accusations lancées contre Harich, figurait notamment celle d'avoir organisé, pour le 2 novembre dernier, une manifestation d'étudiants vétérinaires qui devait donner le « signal de la contre-révolution ». En réalité, comme leurs camarades de Budapest et de Szeged, les étudiants de Berlin avaient décidé de protester contre l'enseignement obligatoire du russe et du marxisme-léninisme.

Il est clair que la condamnation de Harich n'a pas mis fin au « complot ». La police secrète d'Ulbricht n'a pu empêcher les étudiants de Leipzig de réclamer en novembre, comme leurs camarades Hongrois et Polonais, des organisations étudiantes autonomes, ni ceux de Dresde de manifester par une minute de silence contre la répression en Hongrie, ni ceux de l'Université Humboldt de réclamer le départ de Ulbricht. Comme en Hongrie et en Pologne, les intellectuels, et notamment les jeunes, ont tenté, à travers la « déstalinisation », de mettre en cause la bureaucratie et son régime de terreur en réclamant « l'élargissement de la démocratie » : ce sont les jeunes écrivains berlinois tentant de fonder, avec le philosophe Abramovitch, un club de libre discussion ; ce sont les professeurs de l'Institut de Science Economique réclamant une étude scientifique de la Bureaucratie, ce sont les différences « révisionnistes » manifestées par le philosophe Ernst Bloch ou le directeur de la Statistique Behrens, communistes éprouvés, dénoncés par Ulbricht, ou encore les journalistes de « Der Sonntag », dont le directeur, Gustav Just, a été arrêté à l'issue du procès Harich. La répression a été sévère ; cependant, malgré le silence de la presse bourgeoise mondiale, il est certain qu'elle n'a pu venir à bout du mouvement de résistance, comme le prouve l'exclusion de l'Université de 120 étudiants de Humboldt annoncée par le journal de la FDJ le 13 mai dernier.

Le milieu de l'année 1956 avait apporté de Tchécoslovaquie des nouvelles semblables sur une activité des milieux étudiants et intellectuels analogue à celle de Hongrie et de Pologne, et condamnée à plusieurs reprises par les dirigeants staliniens. L'emprise de la police secrète a pu faire croire à un calme plat lors des révolutions polonaise et hongroise. Il n'en était pourtant rien, ainsi que le montrent des nouvelles récentes. C'est ainsi que, dans le journal Tvorba *du 7 avril, Frantisek Krabin constate le déclin des activités de l'Organisation officielle des jeunes, ajoutant que « les étudiants ne peuvent apprécier la pleine valeur des innovations révolutionnaires que leur a données le nouveau régime : ils considèrent qu'elles vont de soi », tandis que Mlle Chroustova reconnaît que « ce n'est un secret pour personne que l'attitude des étudiants envers l'enseignement du marxisme-léninisme n'est pas des meilleures ».*

Le 3 avril, le ministre Bacilek parle de « fausses tendances venues de

François MANUEL.

(Suite page 2.)

Algérie : La guerre s'amplifie de plus en plus

DEPUIS la grève du 6 février, sauvagement matée à Alger par Massu et ses paras, les autorités françaises ont multiplié les bulletins de victoire de la « pacification ». Le 18 mai, Robert Lacoste déclarait encore que « l'Algérie est tranquille, active et magnifiquement prospère ».

Cependant, dès la fin de mars, et pour réduire la pression de l'armée française sur les villes, l'ALN déclanchait une offensive générale sur l'ensemble du territoire algérien. Au mois de mars et d'avril, les embuscades et les raids reprirent de plus belle, tandis que le terrorisme se rallumait dans les villes.

Une première remarque : c'est qu'en dehors des zones d'opérations traditionnelles (frontières marocaine et tunisienne, Sud Oranais et Algérois, Kabylie, Sahara, Sud Algérien, la « rébellion » a gagné les régions de Mascara, Sidi Bel Abbès, et Mostaganem, c'est-à-dire d'une part des régions situées au centre de l'Algérie, loin des frontières, d'autre part, des plaines où la couverture forestière n'existe pas. Dans cette zone, l'action des fellaghas a porté essentiellement sur les destructions matérielles. Le « Figaro » du 16 mai écrit : « On est frappé par l'acharnement que mettent les rebelles à détruire les petits vignobles autour des villages de Rabelais, P. Robert et Picard. Près de 500 ha de vignes ont été anéantis au cours de ces dernières nuits. Cela représente quelque 400 millions de dégâts.

Sans oublier les embuscades, sabotages de routes et de voies ferrées, de ponts, barcerie, coups de main sur les villes, comme celui de Mascara (14 mai) ; cependant que des actions terroristes se poursuivent, ne faisant que traduire le caractère anarchique et inorganisé de la rébellion dans ces régions. Ces actions d'ailleurs sont contraires aux méthodes de l'ALN. En effet, le 10 mai, l'ALN déclanchait un raid sur Aflou, et ne s'attaqua qu'à la gendarmerie et à la centrale électrique, ne faisant aucune victime parmi les civils.

L'A.L.N. EST UNE VERITABLE ARMEE

Mais la structure des « bandes » de fellaghas s'est aussi modifiée. « Témoignage Chrétien » du 17 mai rapporte que, d'après des observateurs impartiaux, et pour s'en tenir au seul Constantinois, « les effectifs ont quadruplé depuis janvier. Le commandement de l'ALN, beaucoup plus centralisé que par le passé, aurait décidé dans ces régions d'abandonner les anciens maquis basés sur le village (les hommes travaillent le jour et se livrent la nuit à des embuscades et attentats) ; ces sortes de groupements assez anarchiques seraient volontairement en voie de dislocation. Les irrécupérables (trop jeunes ou trop vieux) seraient laissés à leurs travaux. Les autres seraient pratiquement mobilisés ».

Cela ne diminue en rien la mobilité des Algériens, qui agissent toujours par petits groupes de 30 à 40, mais sont capables de coordonner leur action lors des grandes opérations. Ainsi le 14 mai s'est déroulé dans la région de Collo une véritable bataille, qui a coûté la vie à 35 soldats français.

Tout cela suppose que les problèmes de subsistance, d'équipement, de ravitaillement en armes, de coordination sont pratiquement résolus, c'est-à-dire qu'un véritable appareil politico-militaire, en liaison étroite avec la population civile est déjà constitué, et fonctionne. Cela est d'ailleurs avoué par Lacoste qui a parlé d'une « administration parallèle » des « rebelles ».

Ajoutons que les groupes de l'ALN portent l'uniforme, que leur armement s'améliore de plus en plus et qu'un « véritable code de justice militaire aurait été promulgué pour limiter dans toute la mesure du possible, les attentats particulièrement odieux qui ont soulevé contre les méthodes de l'ALN une réprobation universelle ». (T.C. 10 mai.) C'est la confirmation, par un journal n'ayant aucune sympathie pour le MNA, de la déclaration des responsables MNA et ALN qui, à la fin de l'année 1956, constatait la transformation du caractère de la guerre révolutionnaire : substitution à l'action uniquement menée par les groupes de partisans d'une coordination permettant le déclenchement de véritables batailles rangées.

LES METHODES DE COMBAT DE L'A.L.N.

L'ALN est une véritable armée, non seulement par son organisation, sa structure..., mais surtout par ses méthodes de combat et ses objectifs purement militaires. Tout d'abord, les embuscades, dans les régions montagneuses, ou boisées (Frenda, Zemmora, Tenlet-el-Haad). Le type le plus parfait est celle de Collo, où les partisans eurent le temps de coordonner leurs forces, et d'infliger à un endroit et à un moment choisis un vrai désastre aux « forces de l'ordre ». L'audace des « rebelles » est considérable et l'effet de surprise presque total. Ainsi, à Ain-Fekkan, le 9 mai, un accrochage eut lieu. Peu de temps après, 2 véhicules de la SAS tombaient dans une embuscade.

L'ALN combat en utilisant de plus en plus des mines télécommandées sur l'ensemble du territoire. Ce sont les trains : St-Denis du Sig-Perrégaux (29 avril), Batna-Constantine (6 mai), Relizane-Tiaret (15 mai), et les convois militaires : Mers-el-Kébir (3 mai), Boukhanefis (10 mai), qui sont visés. La presse n'a pas encore signalé de cars ou de véhicules civils qui aient sauté sur des mines.

Vient ensuite le harcèlement des gares : Tlemcen : 28 avril, Adelia-Miliana (8 mai) et les raids sur les villes : Kroubs (2 mai), Ain Yagout, Robertville, Dombasles (3 mai), Aflou (10 mai), où les groupes s'attaquent aux bâtiments publics ou à la gendarmerie. Ces raids sont parfois fructueux, et constituent une source non négligeable d'approvisionnement en armes des rebelles. Ainsi à M'Sila, le 8 mai, le commissariat fut pris, et toutes les armes et les munitions entreposées, enlevées. De la même façon, le poste SAS de Beni Ouazzane (Oranais) fut enlevé, grâce à la complicité des gouniers, qui passèrent avec armes et bagages dans les maquis...

A tout cela s'ajoutent les nombreuses destructions de ponts, voies ferrées, coupures de routes... De plus, dans aucune grande ville la sécurité ne règne.

LA REACTION DES EUROPEENS

Devant cette offensive, la répression et les ratissages s'intensifient. De véritables expéditions punitives sont lancées contre des musulmans dans les villes (Alger, Sétif). Mais on assiste également, et cela est nouveau, à un début de dégagement du front colonialiste. M. Pantaloni, maire et conseiller général de Bône donne sa démission le 4 mai : l'ex-maire de Philippeville, Crevaux, souhaite un débat public devant le conseil général de Constantine sur les résultats de la « pacification » et la Fédération socialiste d'Oran publie le 9 mai un communiqué sous le titre : « Les hommes du passé n'ont rien compris ».

***

Comme on le voit, le camarade Lacoste a raison de déclarer que « l'Algérie est tranquille, calme et magnifiquement prospère ». Après tout, peut-être la guerre d'Algérie n'existe-t-elle que dans l'imagination brumeuse des « intellectuels masochistes » ?

J. ROUMIEUX.

Numérisation CERMTRI

Bilan de deux mois de luttes DANS LA MÉTALLURGIE

LA violence des événements de Saint-Nazaire a une double origine :

d'une part, l'exaspération des travailleurs devant le refus patronal de satisfaire les revendications déposées ;

d'autre part, l'attitude des organisations syndicales, qui ne s'engagent pas dans la voie de l'action de masse véritable, mais dans des simulacres d'action, platonques et aléatoires, bien sûr d'exprimer la volonté des travailleurs d'obtenir coûte que coûte satisfaction.

Enfin, un dernier aspect qui n'est pas le moins important, c'est que les actions spontanées, démonstrations ou autres formes de lutte PRÉCONISÉES PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES ont toujours un côté partiel, fragmentaire, isolé rendant difficile une victoire rectie.

Les événements de Saint-Nazaire n'ont pas surgi d'un seul coup. Ils ont été précédés par toute une série d'autres mouvements dans la plupart des régions métallurgiques de France, dans les chantiers navals, dans les mines de fer de l'Est, dans la région parisienne, dans le Nord ou dans la région de Saint-Etienne.

La semaine dernière encore, les ouvriers de chez Renault (Billancourt) étaient invités, sur l'initiative des syndicats CGT et CFTC de l'entreprise, à participer à un débrayage de deux heures.

Et cette présente semaine est considérée, par la CGT, comme une semaine d'action qui doit se concrétiser par des délégations au siège patronal. (1)

Hesitantes il y a six mois à déclencher des mouvements, mais voyant aujourd'hui des mouvements se déclencher sans elles, les organisations syndicales ont « tourné ». Cela n'est pas d'ailleurs seulement vrai pour les métaux, mais aussi pour les autres corporations comme les cheminots, la RATP, les employés, tout récemment les instituteurs. La commission exécutive des fonctionnaires FO vient de décider de lancer à partir du 27 mai des grèves tournantes dans la corporation.

Plutôt que de se laisser distancer par des actions spontanées, qui risquaient tort de les laisser sur la touche, les syndicats de la métallurgie ont décidé de prendre l'initiative. Cela a produit, en particulier, le front unique quasi-permanent entre la CGT et la CFTC dans pratiquement toutes les entreprises métallurgiques de France. Dans certains autres endroits, Force-Ouvrière a mis le train.

Reprendre l'initiative ne signifiait pas seulement lancer quelques mots d'ordre et diffuser quelques tracts. Cette opération n'avait de sens que dans la mesure où une place était faite au désir des travailleurs d'une action réelle. D'où les mots d'ordre de manifestations qui ont presque toujours suivi les actions décidées. Les organisations syndicales pensaient ainsi faire bonne pressure leur habileté consistant en ce que les manifestations décidées ne sortent pas du cadre qu'elles leur avaient primitivement tracé.

Ces concessions sur la forme de la lutte présentent quelques inconvénients pour les bureaucrates : Saint-Nazaire en est la preuve.

Mais, par contre, ils ne toièrent aucune concession sur le fond des revendications déposées : revendications partielles, dérisoires, qui ne pouvaient satisfaire ni de près ni de loin les besoins des travailleurs. A notre connaissance, c'est Michelin qui, dans sa dernière grève du 20 mai, est allé le plus loin en revendiquant 30 fr. de l'heure d'augmentation. Les outilleurs de chez Hispano ont bien revendiqué 50 fr. de l'heure d'augmentation, mais cette revendication a rapidement été submergée par le flot des revendications particulières de toute l'usine.

Ainsi, sur la forme des luttes, on assiste présentement à une apparente radicalisation décidée par les organisations syndicales, radicalisation qui ne sort pas du cadre des manifestations TOURNANTES, c'est-à-dire inefficaces. C'est la soupape de sûreté.

De l'autre côté, on voit ces mêmes organisations se refuser à mettre en avant un mot d'ordre revendicatif qui puisse à la fois satisfaire les besoins immédiats des travailleurs et prendre une ampleur assez large de l'ensemble de la corporation intéressée. C'est la capitulation devant le patronat et le gouvernement. Par exemple, les mots d'ordre mis en avant par les syndicats CGT et CFTC de chez Renault pour la grève de deux heures étaient : « Augmentation de salaire, satisfaction substantielle des salaires, pour le retour progressif à la semaine de 40 heures, pour une substantielle prime de bilan ». Or, le « substantiel » qui n'est pas chiffré a des allures dérisoires. (2) Il satisfait peut-être la conscience des bureaucrates, il satisfait sans aucun doute le patronat, il ne peut satisfaire les travailleurs.

Ces manœuvres feront long feu. Car, même dans le cadre étroit et étriqué où les bureaucrates voulaient, les travailleurs de la métallurgie font une nouvelle expérience des dirigeants syndicaux ; ils en tirent la conclusion que les batailles engagées sont insuffisantes pour obtenir satisfaction ; que les revendications déposées par les organisations syndicales sont incapables de répondre à leurs besoins. C'est ainsi que le mot d'ordre des 10.000 fr. d'augmentation égale pour tous fait son chemin. C'est ainsi que **se réalisent les conditions d'une lutte plus ample, plus vaste qui arrachera au patronat ce que les bonzes sont incapables de décrocher par leurs palabres.**

FRANÇOIS TARRANT.

(1) La question des « délégations » est typique de la concession faite aux travailleurs. Quelle pression peuvent exercer 4 ou 5 ou 10 ouvriers allant au siège patronal ? Aucune. Par contre, que tous les métallurgistes s'y rendent à 100 ou 200.000 à la fois, voilà qui modifierait la face des choses.

(2) En particulier quand c'est Frachon qui parle encore — en 1957 — de 29.000 fr. par mois, alors que le plus bas salaire à la RATP, par exemple, est de 31.000 fr.

La « VOIE VERS LE SOCIALISME » des STALINIENS ANGLAIS

par PETER FRYER

L'HEBDOMADAIRE bevaniste « Tribune » a joué un petit tour très instructif à ses lecteurs la semaine dernière. Il a donné quatre citations et demandé aux lecteurs de deviner d'où elles venaient. La citation N° 1, d'un discours s'opposant au nom du Comité Exécutif à une résolution demandant la nationalisation du sol : « **Les implications politiques de la mise en avant d'un tel ~~politique~~ sont très complexes. La nationalisation de la terre cultivable serait une toute autre proposition que la nationalisation des Imperial Chemical ou des usines Austin** ». La citation N° 2, d'un discours de l'Exécutif s'opposant à la revendication de nationalisation de l'industrie sans indemnité : « **Une politique écartant absolument toute indemnité alarmerait ceux que nous cherchons à neutraliser, provoquerait l'opposition maximum et rendrait plus difficile une transition pacifique. En certains cas, on ne peut éviter d'attaquer de face les privilèges. Dans d'autres, l'approche indirecte peut être meilleure** ». La citation N° 3, d'un discours de l'Exécutif s'opposant à la revendication du contrôle de l'industrie par des conseils élus par les travailleurs, disant qu'ils s'opposaient à l'amendement « **non par manque de confiance dans les travailleurs, mais parce que c'était un problème pratique de savoir comment l'industrie serait dirigée** ». Et la citation N° 4, appuyant une résolution officielle pour le **maintien du service militaire obligatoire** : « **Nous devons réaffirmer que le peuple anglais doit avoir une armée régulière suffisante pour défendre ses intérêts légitimes** ».

QUI A DIT CELA ?

Qui a fait ces déclarations droitières ? Hugh Gaitskell, dirigeant du Parti Travailliste ? Herbert Morrison, un de ses plus anciens hommes d'Etat ? Sam Watson, un des plus extrêmes droitiers parmi les dirigeants syndicaux ?

Imprimées à l'envers, il y avait les réponses : dans chaque cas, l'orateur était un membre éminent du Parti Communiste Anglais : impressionnant, au récent Congrès National. La citation n° 1 venait d'un discours d'Arthur Jordan, permanent du PC du Syndicat des Ouvriers Agricoles ; la n° 2 d'un discours de J. R. Campbell, rédacteur en chef du « Daily Worker » ; la n° 3 par Frank Haxell, un des bonzes staliniens du Syndicat des Electriciens ; et la n° 4 par un dirigeant de la Ligue des Jeunes Communistes.

Et cela était particulièrement instructif, parce que la grande prétention des dirigeants du PC est que, **quoi que ce soit qui puisse se produire en Europe Orientale ou ailleurs, notre parti le fera mieux** : dans l'intérêt de classe des travailleurs anglais, notre parti est l'organisation la plus militante, la plus gauche, la plus révolutionnaire, la plus dynamique que vous pouvez désirer...

Il est parfaitement exact que les délégués, les Shop-Stewards communistes ont un excellent record. Ils ont su rester de leurs camarades de travail dans les usines. Mais, plus haut on grimpe dans l'échelle de la hiérarchie du PC, plus la profondeur du militantisme se révèle mythe et légende. A leur manière, les dirigeants du PC sont toujours prêts à en arriver à un accord avec les autres bureaucrates du mouvement syndical — partout où cela va dans le sens de leurs intérêts.

BILAN SUR LES GRÈVES

C'est ce qui a été démontré dans un certain nombre de luttes grévistes récentes. L'exemple le plus frappant a été la grève de Norton Birmingham. Les travailleurs y firent 29 semaines de grève contre le licenciement d'un certain nombre de leurs camarades du comité des délégués. Au lieu de donner leur soutien à la grève, les membres du PC du comité de district local de l'ARU (syndicat des métaux) ont résisté à toute tentative d'élargir la grève.

Et quand les travailleurs à Standards, Coventry, débrayèrent résolument contre les licenciements — la première d'une série de grèves semblables — les dirigeants syndicaux staliniens firent un bloc avec les bonzes syndicaux de droite pour ramener les ouvriers au travail de façon à permettre que se déroulent des « négociations » — et le « Daily Worker » salua cela comme une victoire !

Une prise de conscience de cette sorte de traître équivaut aux trafics de la bureaucratie stalinienne dans les pays où ils sont au pouvoir, commence à se faire jour chez de nombreux militants staliniens du PC en Angleterre. Beaucoup considèrent d'un œil fraîchement critique le programme à long terme du Parti, la Voie Anglaise vers le Socialisme, dont une troisième version a été adoptée par le récent Congrès.

C'est un secret de polichinelle dans le parti que les passages de la première version célébrant la voie parlementaire vers le Socialisme et retenant une « association fraternelle » entre une Angleterre socialiste et les colonies, furent insérés à la main par le de Staline en personne. (Je tiens cela d'un membre, depuis des années, du Comité Politique du PC, et cela n'a jamais été démenti). La version n° 2 fit quelques modifications pour mettre à jour le document : la version n° 3 ne comporte aucune modification substantielle.

Ce n'est pas pour rien qu'un délégué au Congrès déclara avec fierté qu'un membre du Parti Travailliste avait dit à la Voie Anglaise lui avait dit : « Quoi ! Ce n'est pas un programme communiste, c'est notre programme ! » Ce n'est guère surprenant. Les dirigeants du PC avaient trouvé une nouvelle étiquette pour leurs adversaires au Congrès : ils les appelaient « révisionnistes ». Mais si jamais un soi-disant programme marxiste a été profondément révisionniste, c'est bien celui-là.

On a fait beaucoup de bruit au Congrès à propos d'un débat entre R. Palme Dutt et Emile Burns sur la question de l'« association fraternelle ». Mais au lieu de placer carrément le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de toutes les colonies anglaises au centre de cette partie du programme, les adversaires de la formule de l'« association fraternelle » proposaient la phrase, digne de coupeurs de cheveux en quatre, de « relations fraternelles ».

Mais le noyau du révisionnisme de la « Voie Anglaise », c'est son insistance continuelle sur l'affirmation que le Parlement peut être « transformé » en un instrument pour la réalisation du socialisme. Ce profond dédain de l'expérience en de nombreux pays — la Hongrie en dernier lieu, quoique ce soit, pour les staliniens, un exemple embarrassant — de la manière dont les travailleurs construisent leurs propres organes de lutte et de pouvoir, nous montre combien bas est tombée la direction de King Street (1). Loin de la confiance léniniste dans les masses populaires et leur initiative.

L'abandon du marxisme-léninisme; la méfiance envers la initiative propre des travailleurs ; la trahison des luttes ouvrières ; une politique, sur cent une questions, à court cmme à long terme, impossible à distinguer du louvoiement de Gaitskell-Morrison : tout cela constitue un tableau bien différent de ce parti de classe, frappant à coups de fouet les patrons et leur gouvernement, que désirent tous les militants du PC.

(Traduit de « The Militant ».)

(1) Siège de la direction du PC.

Les combines parlementaires

(Suite de la page 1.)

« durement » les capitalistes, en l'occurrence la suppression des exemptions fiscales dont bénéficiaient les stocks. Les radicaux mendésistes, pour leur part, ne s'étaient guère mouillés, mais Mendès-France, toujours profond, avait déclaré que pour lui « le vote serait politique », et qu'il agirait en conséquence. On en avait conclu qu'il appellerait son groupe à se prononcer contre le gouvernement.

Ainsi, lorsque l'Assemblée se sépara jusqu'à mardi, il paraissait évident à première vue que le gouvernement tomberait mardi. Tout était en place pour la mise à mort. Il suffisait d'attendre l'estocade.

Et pourtant... Rien n'était joué et les questions demeuraient sans réponse à l'issue du débat tout comme à son début.

CRISE DU RÉGIME BOURGEOIS

D'après la logique parlementaire le gouvernement était définitivement condamné. Mais la crise actuelle du régime, s'exprime et résume la guerre d'Algérie a déjà bien dépassé en profondeur le terrain parlementaire et même celui d'un changement d'équipe ministérielle. C'est cette crise qui est au sens le plus fort du mot une crise de régime, c'est l'accentuation de la lutte du peuple algérien pour son indépendance, la combativité de la classe ouvrière, les déchirements d'une classe dirigeante qui sent que son destin lui échappe, qui sont les vrales causes de la situation impossible dans laquelle se débat la politique française et dont l'impuissante gouvernementale n'est qu'une conséquence. Faire tomber le gouvernement n'y changeait rien. Plus encore, il n'y avait ni politique de remplacement ni équipe de rechange, entre du surtout repoussoir de la crise contraignant aux explications, ne pouvait qu'accélérer les rythmes de développement de la crise française.

LA BOURGEOISIE INDECISE

Mais cette bourgeoisie hétérogène, au sein de laquelle les intérêts particuliers répercutés à l'intérieur du parlement ne sauraient se subordonner à l'intérêt général de la classe, n'est laissée aller, à demi sans le vouloir, à renverser le gouvernement. Pourtant les appels à la prudence n'avaient pas manqué pendant le week-end, et la presse qui se voulait sérieuse démagogiquement dans l'opposition aux nouveaux impôts, n'avait pas hésité, comme « L'Aurore », à répéter qu'il n'y avait pas que les impôts en jeu, qu'il fallait songer à l'Algérie, etc... En dépit de tout cela, la droite a, dans sa majorité, voté contre Guy Mollet et cela explique les résultats : sur 463 suffrages exprimés, 250 ont refusé la confiance ; les appétits ministériels, certains intérêts financiers et peut-être la conviction que le gouvernement ne pouvant plus rien faire, il valait mieux en finir et aller vite, l'ont emporté, et Guy Mollet a dû remettre sa démission. Remarquons que les radicaux mendésistes ont accepté que leurs ministres votent pour le gouvernement et se sont contentés de s'abstenir. Cette claire position de principe a pour Mendès-France l'avantage de laisser la pleine responsabilité de la crise aux modérés.

Maintenant, il faut trouver un successeur au rôle que tenait si bien Guy Mollet et qu'on lui a enlevé avec tant d'ingratitude. Il ne fait pas de doute que la combinaison du prochain gouvernement s'avérera compliquée, mais ce problème-là n'est pas insoluble. Il n'y a pas, quoi qu'on en dise, d'impasse parlementaire. Il peut, par exemple, fort bien se constituer un ministère de centre-droit bénéficiant du soutien plus ou moins avoué des socialistes. Ou bien une nouvelle combinaison Mollet avec le Parti Communiste, toute son attitude prouve assez que sa politique consistera à faire l'impossible pour éviter de trop forts mécontentements.

Mais un tel gouvernement (ou un autre) une fois l'investiture obtenue, fera-t-il de plus que son prédécesseur ? Comment résoudra-t-il la question algérienne, comment fera-t-il face au gouffre financier, comment s'opposera-t-il aux exigences de la classe ouvrière, au mécontentement des paysans, des commerçants ?

Ce n'est pas dans l'hémicycle que se jouera la vraie partie, vraie partie dont la chute du gouvernement Guy Mollet n'est qu'un signe avant-coureur.

LA VRAIE DÉMOCRATIE

(Suite de la page 1.)

Jeurs veulent la paix en Algérie, par la reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même. Ils veulent une revalorisation immédiate et massive égale pour tous, de leurs salaires. Et, de plus en plus, ils sont résolus à imposer leurs volontés. Ils savent que la question ne se pas résolue au parlement, mais à l'usine et dans la rue. A St-Nazaire, à la RATP, chez les cheminots, chez les fonctionnaires, les employés de banque, partout la colère gronde. Les bureaucrates de FO et de la CGT la contiennent de plus en plus difficilement. Des comités de lutte, expression de la méfiance des travailleurs à l'égard des syndicats bureaucratisés, de leur volonté d'organiser eux-mêmes leur action, d'en choisir eux-mêmes les objectifs, se constituent un peu partout. Par la grève, par les manifestations de masse, les travailleurs imposeront leur volonté aux patrons comme aux politiciens et aux « chefs ouvriers » à leur dévotion.

De leur action révolutionnaire, et d'elle seule, sortira, sur les décombres du parlement bourgeois, le nouveau régime, celui de la véritable démocratie, celle des Conseils Ouvriers, fonctionnant sous le contrôle direct des masses — ce régime que la Commune de Paris de 1871, les soviets russes de 1917, les Conseils hongrois de 1957 ont préfiguré, ébauché, incarné ; cette démocratie prolétarienne qui, seule, peut satisfaire les aspirations des opprimés et réaliser leur mission historique, la construction d'une société socialiste où guerre, misère et oppression auront à jamais disparu.

PRAGUE ET BERLIN-EST

(Suite de la page 1.)

Varsovie et de Budapest et sous l'influence desquelles une partie des écrivains communistes slovaques commence à se désolidariser du parti au lieu de le défendre ». Le 25 avril, le même Baculek dénonce les « tendances idéoréalistes analogues à celles qui se sont manifestées récemment en Pologne et en Hongrie », des erreurs... sur le sens de la liberté et de la démocratie ». Le 3 avril, en même temps que le discours de Baculek, on annonce la démission de Frantisek Hecko, membre du Comité Directeur de la Fédération des Ecrivains, tandis que le 25, à l'appel de Baculek encore, c'est le professeur Paulik, ex-membre du CC, du Parti Slovaque, qui est exclu pour « activité trotskyssante et déviationniste ». Courant avril, dans une assemblée du Parti à Prague, Bruno Kohler, secrétaire du Comité Central, reconnaît que des « camarades » sont allés jusqu'à mettre en question le rôle dirigeant du Parti ». L'organisation du Parti à Prague a même demandé au Congrès extraordinaire, dans ses « nombreuses erreurs » qu'il dénonce figurent les demandes d'abolition de la censure, de dissolution de la milice populaire et « pour une plus grande liberté démocratique ».

Ainsi, malgré le rideau de fer que la bureaucratie russe a cherché à dresser entre les travailleurs des Démocraties Populaires, le mouvement révolutionnaire contre sa domination se développe partout, avec les mêmes formes et les mêmes revendications élémentaires au départ. La pression de la révolution hongroise a pu procurer un sursis aux bureaucrates, mais elle n'a rien réglé. Hanoïch et Gomulka reprennent ce qui commençait par Déry et Lukacs ; les étudiants de Berlin et Prague ont les mêmes exigences que ceux de Varsovie et Cracovie, ceux de Budapest et Szeged, ceux des travailleurs de Csepel, ceux d'Allemagne Orientale et de Tchécoslovaquie ont « été silencieux et avancé à pas de loup en ces temps tragiques ». Comme eux, ils parleront aussi et agiront, forts de l'expérience que leur auront apportée les événements de Pologne et de Hongrie. C'est tous ensemble qu'ils régleront les comptes de l'appareil et de la bureaucratie.

VARSOVIE

(Suite de la page 1.)

« révisionnisme » et d'« idéologie bourgeoise », il leur a reproché de méconnaître le « caractère révolutionnaire d'avant-garde du Parti » en le divisant en droite, centre et gauche. Accusant la Gauche révolutionnaire de menacer l'« internationalisme prolétarien » et de trahir la fidélité à l'URSS — et le « rôle dirigeant du Parti » — lisez la domination de l'appareil — il a déclaré que le Parti ne tolérait pas la « formation de fractions ou de groupes ». C'est à la Gauche seule que s'adresse cette interdiction des tendances, à elle seule aussi que s'adresse ce que Gruson appelle dans le « New-York Times » « cet ultimatum brutal pour une reddition sans conditions ».

Condamnant la tendance de certains Conseils Ouvriers à se substituer à l'administration d'Etat, il a affirmé que les Conseils ne sauraient être des organes du pouvoir politique. Les Conseils resteront subordonnés financièrement aux syndicats et politiquement aux organes dirigeants du Parti. Il les a définis comme « une forme de la démocratie ouvrière, dans le cadre de la dictature du prolétariat intéressant les travailleurs de la production et de l'administration de l'industrie »... « les moyens par lesquels la classe ouvrière participe à l'exercice du pouvoir dans le domaine de l'économie nationale ». Ainsi le rapport de Gomulka a-t-il directement traduit en polonais la volonté de la bureaucratie russe de maintenir sa domination et le monopole politique de l'appareil.

Pour tous les révolutionnaires, il a aussi indirectement traduit la volonté des travailleurs polonais de s'emparer du pouvoir par l'intermédiaire de leurs Conseils. En cherchant à détruire la Gauche révolutionnaire polonaise, la bureaucratie du Kremlin veut étouffer les deux mots d'ordre sous lesquels se mobiliseront demain les travailleurs d'Europe Orientale et d'URSS même : « A bas la dictature bureaucratique ! Tout le pouvoir aux Conseils ! ».

La semaine prochaine, nous consacrerons un article à l'analyse des développements ouverts par le déroulement de la dernière session du Comité Central. L'attitude des staliniens du groupe de Natolin, encouragés par l'offensive de Gomulka contre la Gauche, et le soutien apporté contre eux à Gomulka par Mazur, l'homme du Kremlin, retour de Moscou, rendent nécessaire un nouvel examen de la situation et des perspectives de la Gauche révolutionnaire.

Le N° 2 de « LA COMMUNE » est paru

LE numéro 2 (mai 1957) de « La Commune » est sorti cette semaine. « La Commune » est la tribune mensuelle du Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière. Comme le CLADO, « La Commune » entend permettre la libre expression des vues de tous ceux qui se sont retrouvés en novembre dernier pour condamner à la fois, l'intervention à Suez, la répression à Budapest et la guerre d'Algérie. Comme le CLADO, « La Commune » cherche à confronter librement sur les problèmes essentiels les points de vue de tous ceux, de quelque tendance qu'ils soient, qui expriment une politique démocratique et ouvrière indépendante des appareils traditionnels.

Ainsi le numéro 2 de « La Commune » contient une série d'articles sur le problème algérien qui réunissent côte à côte l'écrivain d'origine kabyle Jean Amrouche, le socialiste Oreste Rosenfeld et le secrétaire général du MNA Moulay Merbah. Pierre Monatte évoque ses souvenirs des Premiers Mai d'avant-guerre (celle de 14 !); Georges Lauré, secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale, parle de l'unité syndicale et de ses problèmes ; Jean Duvignaud, Paul Barton et Pierre Broué traitent les problèmes de Pologne et de Hongrie. En outre des chroniques politiques française et internationale, une page consacrée à l'Afrique Noire, les échos des luttes ouvrières, deux pages sur le Congrès de l'Union Nationale des Etudiants de France complètent un sommaire extrêmement riche.

Nous ne saurions mieux faire que de conseiller aux lecteurs de « LA VERITE », de lire « La Commune » et de s'y abonner ; il y a là un effort intéressant pour créer un organe libre et indépendant où tous ceux qui luttent pour un renouveau révolutionnaire en France peuvent débattre des problèmes qui les touchent, les opposent ou les rassemblent.

J. P.

« La Commune », administration S. Walon, 33, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Abonnement : 1 an, 500 francs. C.C.P. 197-35.

LA PATIENCE DES CHEMINOTS S'EPUISE

LES syndicats se préparent à collaborer avec le gouvernement un peu plus, et la Fédération CGT des cheminots pourrait écrire « grand vicier » à Guy Mollet puisque le but qu'elle avait fixé avec la CFTC et la FGAAC est atteint.

Mais elle n'ose pas, quand même.

En effet, Guy Mollet va instituer une « commission permanente » qui discutera de la rémunération, des conditions de travail, des problèmes catégoriels, et convoquera incessamment les organisations syndicales.

La CGT, la CFTC et la FGAAC (autonomes mécaniciens), dans leurs divers communiqués communs, avaient écrit qu'elles ne siégeraient pas si l'une d'entre elles était absente. Mais M. Guy Mollet ne veut pas y admettre la FGAAC et pourtant, il avait promis à ses dirigeants de les recevoir.

Le 15 mai, ces trois fédérations, qui s'étaient déjà réunies le 6 mai, se sont retrouvées pour adresser une lettre à G. Mollet où elles rappelaient sa promesse et lui demandant de convoquer également la FGAAC. Cette lettre se terminait par de la haute considération pour le Président du Conseil ; la politesse n'en demande pas tant, et, pour des dirigeants ouvriers, cela est même trop, surtout pour un homme qui refuse l'augmentation de nos salaires, nos 40 heures et nous met de plus en plus d'impôts sur le dos.

Et dans tout cela, la FGAAC, qui a suivi la CGT et la CFTC sur toute la ligne, va passer sous la table — car il est à prévoir que ces deux autres vont la laisser choir maintenant que cette organisation leur a servi dans la réussite de la grève de 48 heures.

La FGAAC n'a pas parlé des 10.000 frs pour tous qu'elle avait pourtant inscrits dans son programme ; elle sera jugée comme la CGT et la CFTC si elle ne se redresse pas. Si elle veut véritablement défendre le bifteck des roulants et des cheminots, elle doit engager la bataille, et proposer l'action sur les 10.000 fr. pour tous.

Parce que la CGT et la CFTC, en demandant que les organisations syndicales des cadres (autonomes et SPID) participent à la Commission, limite son action aux fauteuils dans laquelle ils s'asseoiront à la « commission permanente », ou bien, après le 6, le 15 et le 22 mai, aux petites et cordiales réunions hebdomadaires CGT, CFTC, FGAAC.

Les cheminots ont de la patience, mais il y a des limites, et, à Saint-Nazaire, cela a été rapide ; le chemin du ministère des Transports sera facile à trouver, nous ne serons pas les seuls.

CORRESPONDANT CHEMINOT.

Augmentations obtenues après la grève des 17 et 18 avril à la R.A.T.P.

FO a publié un tableau des augmentations obtenues. Nous y lisons : 7 fr. du point, plus, jusqu'au coefficient 164, une prime fixe de 660 fr. — soit, au coefficient 100 : 730 + 660 = 1390 ; au coefficient 202 : 1475. Il faudrait dire (FO l'oublie) ce que toucheront les directeurs au coefficient 1000 : 8760 fr. Il faut être plus précis encore : quelle augmentation nous a valu la grève de 48 heures ?

Avant la grève le ministère accordait 2,5 % de la valeur du point soit: 250 × 2,5 : 100 = 6fr. 25. C'est donc 7,30 — 6,25 = 1 fr. 05, du point que nous a valu la grève, plus la prime fixe de 660 francs, dont au coefficient 100 : 105 + 660 = 765 ; coefficient 202 : 212 fr. 10 d'augmentation par mois. Voilà un résultat satisfaisant ! 212 fr. ce ne serait pas grand'chose ; mais 212 fr. 10... c'est autre chose.

CORRESPONDANT R.A.T.P.

Le Gérant : RENARD

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier, PARIS 9e

Achetez tous vos livres au service de Librairie de la SPEL

LES EMPLOYÉS DE BANQUE veulent se battre pour leurs salaires

LE niveau de combativité s'est brusquement élevé chez les employés de banque. Ceci, malgré la mauvaise préparation de la journée de protestation nationale du jeudi 16 mai organisée par la CGT et la CFTC. Le débrayage d'une heure décidé par ces 2 syndicats a vu un pourcentage important d'employés participer à l'action malgré l'absence de FO, qui voulait « **épuiser toutes les possibilités de discussion avec les patrons avant de se mettre en grève** », alors qu'il y a des années que les banquiers refusent de prendre en considération les revendications essentielles des employés de banque.

Le tract diffusé par la CGT et la CFTC pour la journée revendicative du 16 mai appelait les employés à envoyer quelques délégations à l'APB (association des patrons). En évitant volontairement d'appeler à une manifestation de masse, en choisissant un jour où les patrons n'étaient pas là, les dirigeants syndicaux espéraient contenir l'action des employés dans le cadre d'une pression sur les banquiers pour appuyer leurs discussions autour du tapis vert.

En participant massivement à ces délégations, les employés ont répondu aux dirigeants syndicaux qu'ils entendaient passer à l'action et que le temps des parlottes avec les patrons était terminé. Des milliers d'employés de banque clamaient sous les fenêtres de l'APB, malgré un imposant service d'ordre, leur volonté d'obtenir une augmentation de salaires et les 40 heures.

La commission paritaire s'est réunie le 20 mai. Les patrons ont repoussé brutalement toutes les demandes des organisations syndicales. Aucune manifestation n'était prévue ce jour-là. Le manque de confiance des dirigeants syndicaux dans la combativité des employés, leurs craintes d'être débordés en sont les raisons principales. Une manifestation de masse devant l'APB le jour de la commission paritaire aurait contraint les banquiers à se montrer moins arrogants.

La réponse des patrons a eu pour effet de faire sortir les employés de banque. Le climat est maintenant favorable dans la Banque pour engager la lutte d'ensemble des employés et obtenir satisfaction.

Depuis juin 1947, date de la grève générale dans la corporation, les employés de banque n'ont pas eu d'augmentations substantielles de salaires. Ils en ont assez des augmentations dérisoires en pourcentage qui les laissent toujours en retard sur la hausse du coût de la vie.

Les dirigeants syndicaux sont au pied du mur. Pas plus que les années précédentes, ils ne sont capables d'être à la hauteur pour agir sur la lutte d'ensemble dans la Banque. Déjà ils parlent d'une nouvelle journée revendicative le 5 juin ou d'une grève de 24 heures, mais d'ordre volontairement en retrait par rapport à la volonté de lutte des employés et insuffisants pour faire céder les patrons. Les dirigeants ne peuvent que briser l'élan revendicatif des employés de banque. Dans les quelques jours qui vont suivre les employés vont faire définitivement l'expérience de l'incapacité des dirigeants syndicaux. Nul doute qu'ils comprendront maintenant rapidement que pour obtenir satisfaction ils devront **former leurs comités de lutte** et prendre en mains eux-mêmes l'organisation de la grève générale dans la Banque pour obtenir :

— UNE AUGMENTATION EGALE POUR TOUS DE 10.000 Fr. PAR MOIS ;

— LES 5 × 8.